

NOTES ET DOCUMENTS

SUR

L'EXPÉDITION FRANÇAISE AU MEXIQUE,

PAR M. E. MAISSIN,

LIEUTENANT DE VAISSEAU, CHEVALIER DE LA LÉGION-D'HONNEUR,
AIDE-CAMP DE L'AMIRAL BAUDIN.

Suivi d'un

APERÇU GÉNÉRAL SUR L'ÉTAT ACTUEL DU TEXAS.

NOTE I.

ATTITUDE DU GOUVERNEMENT MEXICAIN

APRÈS LE COMMENCEMENT DES HOSTILITÉS.

Anton-Lizardo, 26 décembre 1838.

Le gouvernement mexicain ne s'est pas laissé abattre par les défaites que viennent d'essuyer les armes de la république. A la prise de la forteresse d'Ulúa, il a répondu d'abord par la déclaration de guerre à la France, puis par le décret d'expulsion; au désarmement de la Vera-Cruz, il a répondu en criant : Victoire!

Quel est donc l'esprit de ce gouvernement, et comment pense-t-il se tirer plus tard des difficultés qui l'entourent et qu'il grossit encore, à ce qu'il semble, en éloignant les chances de paix avec la France? Que peut-il obtenir par la guerre? Il n'a plus d'argent et le trésor épuisé tend inutilement la main aux douaniers qui n'ont rien à donner. L'administration est désorganisée; le commerce nul; enfin la guerre civile se promène dans toutes les provinces du nord sous le drapeau des fédéralistes; il y a une semaine seulement que ce fédéralisme s'est établi aux affaires, a soulevé Mexico pendant trois jours, et a failli l'emporter décidément sur le centralisme.

Malgré toutes ces difficultés, le gouvernement est le plus ardent à prêcher la guerre; il faut bien qu'il y trouve son intérêt en quelques points, car, tout aveugle qu'on puisse le supposer, encore faut-il faire à son intelligence la part de l'instinct de conservation.

La plus forte de toutes les raisons qui le poussent ainsi à prêcher la guerre, c'est peut-être qu'il se sent impuissant à faire la paix.

Seul, il ne peut la conclure ; il lui faut, suivant la constitution, l'approbation du congrès.

Or, ce congrès est dirigé par un parti qui veut la guerre. Ce parti est celui auquel on a donné le nom de *clerico-espagnol* ; il est bon d'en dire quelques mots.

Le Mexique a gémi longtemps sous un épouvantable système colonial qui tenait les colons eux-mêmes dans un isolement complet du reste du monde. Les Espagnols de pur sang et les prêtres, seuls, possédaient les richesses et jouissaient d'immenses privilèges.

Les révoltes de 1810 et de 1821 éclatèrent en haine du joug que ces classes privilégiées faisaient peser sur les Créoles et sur les Indiens : la première de ces révoltes échoua ; elle était guidée par le bas clergé ; la seconde réussit ; elle fut faite par la partie de l'armée qui était *créole*. Ces révoltes n'eurent pas, comme on l'a cru, pour seule cause, l'amour de *la liberté*, dans le sens que nous attachons à ce mot : car *la liberté* n'était pas connue au Mexique quand cette colonie se déclara indépendante de la métropole.

Les hauts dignitaires de l'Eglise furent chassés, les Espagnols quittèrent aussi la place en grand nombre ; l'armée régna.

Mais comme après tout, les mœurs n'avaient point changé, comme les préjugés, l'ignorance et la superstition n'avaient pas disparu, comme la propriété ne s'était pas divisée, comme tous les Espagnols n'étaient pas partis, et que le nouveau clergé n'avait ni moins d'ambition que l'ancien, ni moins de puissance sur l'esprit du peuple, il s'est formé des restes ou des successeurs de ces castes privilégiées, un parti qui, ayant pour lui les richesses et l'influence religieuse, est, par le fait, le plus puissant de ceux qui se partagent le Mexique.

Ce parti, il est vrai, a dû céder souvent à la force brutale des baïonnettes ; mais il dirige presque toujours les mouvements militaires par lesquels tout changement se décide ; il s'arrange pour en profiter : il achète les chefs heureux, et ces chefs sont la plupart du temps disposés à se vendre. Il s'est réfugié dans toutes les branches du gouvernement où l'action militaire ne se fait pas sentir.

Après avoir accepté la constitution fédérale et passablement libérale, votée par entraînement après la chute d'Iturbide, le parti clerico-

espagnol a préparé lentement les voies pour reculer. Il s'est assuré de Santa-Anna et de quelques autres : par leurs soins il a obtenu la constitution actuelle qui a fait succéder le centralisme au fédéralisme. Ça été un pas en arrière. Il prépare d'autres changements et ramène à son insu le Mexique vers la monarchie.

On sait aujourd'hui que c'est à ce parti surtout qu'il faut attribuer les différends survenus entre la France et le Mexique. Ce parti a poussé à la guerre contre nous, parce qu'il y a entrevu un moyen d'arriver à son but. Depuis l'expédition d'Alger, on nous croit assez disposés aux lointaines expéditions et aux conquêtes ; on ne sait pas qu'Alger même nous a dégoûtés de ce métier de dupes : on le sait moins au Mexique qu'ailleurs. Le parti prêtre pensait qu'à force d'injustices, d'insultes et d'outrages, il amènerait la France à entreprendre la conquête de la république mexicaine ; qu'on pourrait établir alors une monarchie. La France convenait mieux que toute autre nation pour accomplir ce vaste dessein. Elle a l'humeur belliqueuse, elle est impatiente des injures, dût-elle perdre à les venger ; enfin, la France placerait sur le trône du Mexique un prince de la maison de Bourbon, maison qui a conservé tout son prestige sur les races espagnoles qu'elle gouverne depuis si longtemps.

L'église verrait reflourir le catholicisme et conserverait son influence religieuse ; la grande propriété et les vieux Espagnols formeraient une aristocratie avec les privilèges ordinaires. Tels étaient, tels sont encore les rêves de ce parti prêtre dont M. Lucas Alaman est, dit-on, l'âme, et dont on accuse le ministre Cuevas d'être un des soutiens.

Supposons cependant que le congrès donne son approbation, le cabinet de Mexico aurait d'autres obstacles à combattre pour conclure la paix. Il y a tant d'intérêts à qui l'état de guerre est favorable.

Ce sont les riches commerçants qui ne voient pas sans joie qu'ils pourront vendre sans concurrence leurs fonds de magasins et qui trouvent dans une contrebande difficile, mais qu'il est impossible d'empêcher tout-à-fait, des occasions de profits énormes.

Ce sont des fournisseurs qui extorquent au gouvernement ses dernières ressources et qui font de gros gains.

Ce sont des officiers de l'armée qui, dans cet état de guerre (lequel

ne comporte pas beaucoup de périls personnels), voient l'occasion d'obtenir des emplois et de l'avancement.

Supposons encore tous ces obstacles surmontés, il resterait la voix publique : en faisant la paix aujourd'hui, le gouvernement déconsidéré, tomberait demain. La nation égarée, enivrée par son orgueil et son entêtement, qui sont les défauts des qualités de la race espagnole, ne veut pas la paix. Elle ne se sent pas d'aise de fixer l'attention des deux mondes en résistant à une des puissances les plus considérables de l'Europe. La vanité passe avant les intérêts matériels. On est misérable, qu'importe? on est habitué à la misère et l'on crévera d'orgueil et de faim sous un manteau troué.

Le gouvernement actuel du Mexique fait donc la guerre parce qu'il se sent impuissant à faire la paix.

Il sait d'ailleurs qu'il ne doit pas craindre une invasion pour le moment : si cette invasion vient plus tard, eh bien! on verra. De deux maux, il faut choisir non le moindre, mais le plus éloigné.

Le cabinet de Mexico trouve aussi dans cette guerre et dans la manière dont elle est accueillie par l'opinion publique, une justification de sa conduite envers la France. Il devrait s'attendre à ce que la nation finirait par lui reprocher amèrement cette conduite imprévoyante quand seraient arrivés les résultats déplorables qu'elle a produits. Mais puisque l'orgueil mexicain préfère la triste condition où le réduisent ces résultats, à une reconnaissance raisonnable et à une réparation juste de ses torts, alors, ma foi, vive la guerre!

Enfin, et ce n'est pas là un des moins bons côtés de l'état de guerre pour le gouvernement, il y trouve l'occasion de prêcher l'union et de ramener à lui des opinions incertaines : il en profite pour déconsidérer le parti fédéraliste, l'accusant de fomenter la guerre civile au moment où la défense du sol de la patrie doit rallier tous les Mexicains dans un sentiment commun.

Pour l'avenir, il s'en remet au destin : peut-être qu'il n'a pas de projets bien arrêtés : il sait bien que tout cela ne peut durer, et peut-être espère-t-il lasser la France? L'assentiment général, l'enivrement des masses, l'abnégation avec laquelle on se dévoue à la misère, tout cela lui donne en effet une grande force contre nous.

En attendant que l'avenir amène avec soi la solution inévitable qu'ont toutes choses en ce monde, voici comment cela va : on crie guerre par toute la république : les journaux sont pleins de menaces et d'injures ; on fait partout de longs et pompeux discours. Les généraux *in partibus* d'une armée qui ne compte pas beaucoup de soldats, les gouverneurs de province, les juges et les évêques eux-mêmes se disputent les grands mots. Les expressions si espagnoles et qui peignent si bien le pays et les gens, *decoro nacional*, font fortune : la foule applaudit, et au milieu de cet enivrement général il n'y a pas à espérer que la voix de la raison puisse se faire entendre pour le moment.

NOTE II.

LES ANGLAIS.

Anton-Lizardo, 15 janvier 1839.

C'est le 17 décembre qu'a été apportée, par la frégate le *Madagascar*, la première nouvelle, du retour prochain à Mexico, du ministre plénipotentiaire de S. M. B., M. Pakenham, qui a déjà fait un long séjour au Mexique.

Le 22 décembre, M. Pakenham est arrivé sur la frégate la *Pique*. Dès le lendemain de son arrivée, il est venu à Anton-Lizardo, rendre visite à l'amiral. Deux jours après, l'amiral lui a rendu cette visite à Sacrificios. Tout s'est passé dans les meilleurs termes et on s'est fait les saluts d'usage.

Après ces premières entrevues, on a cru savoir que M. Pakenham avait proposé à l'amiral ses bons offices auprès du gouvernement mexicain, afin de faciliter la reprise des négociations, et que cette offre, faite d'ailleurs avec beaucoup de précautions et une grande réserve de paroles, avaient été acceptée.

Les choses en étaient là, quand tout à coup, le 28, c'est-à-dire six jours après la venue de M. Pakenham, nous avons vu arriver une force navale anglaise assez considérable, puisqu'elle se composait de 2 vaisseaux de 74, de 5 corvettes et 2 brigs, ce qui, avec les 2 frégates déjà présentes, formait une escadre de 11 navires de guerre.

Cette escadre était celle qui forme la station des Indes occidentales et que l'amiral sir Charles Paget, resté fort malade à la Jamaïque, envoyait sous les ordres du commodore Douglas, pour.....

C'est ici la question ; pourquoi ?

Que voulait dire ce développement de forces maritimes ? Était-ce donc pour appuyer la mission de l'envoyé anglais, mission qui se présentait jusqu'ici sous une forme si réservée et si bienveillante ?

Sans doute on ne pouvait pas supposer qu'il y eût rien d'hostile dans cette démonstration, ni qu'à propos du Mexique, la Grande-Bretagne vint déclarer la guerre à la France, et la commencer par une bataille navale dans les eaux de la Vera-Cruz.

Le cabinet anglais avait bien dû penser que, s'il n'était pas décidé à en venir aux dernières extrémités, une pareille démonstration de forces de sa part, au lieu de faciliter les négociations et l'acceptation des bons offices de l'Angleterre, ne serait qu'une difficulté de plus.

Quel avait donc été son but ?

Ne s'était-il décidé à cet envoi de forces que pour contenter le commerce anglais, et cette opinion criarde qui n'est jamais très-profonde à l'endroit de la réflexion ?

Ou bien encore y avait-il quelque fondement dans les bruits qui ont couru et qui racontaient que les Anglais s'étaient montrés fort belliqueux pendant la traversée ; qu'à leur arrivée devant la Vera-Cruz, ils avaient été fort déconcertés en voyant le pavillon français flotter sur Uluá ; qu'ils avaient espéré arriver assez à temps pour que rien ne fût fait encore ; que si tel eût été le cas, le Mexique, demandant leur intervention, leur aurait confié la forteresse en dépôt ; qu'ensuite.....

Mais tout cela n'est peut-être point vrai ?

Qu'y avait-il ? personne ne le savait. — On a dit même, et j'ai quelques raisons de le croire, que l'amiral lui-même n'avait pas été prévenu et qu'il avait été surpris, comme tout le monde, par cette soudaine apparition.

Ce qu'il y a de certain, c'est que devant cette escadre plus forte que la nôtre, les offres de M. Pakenham, toutes bienveillantes et loyales qu'elles se montraient, étaient devenues inacceptables.

Aussi l'amiral ne tarda pas à signifier à l'envoyé anglais : *Qu'il ne pouvait l'autoriser à porter la parole en son nom auprès du gouvernement de Mexico, avant que les deux escadres ne fussent sur un pied parfait d'é-*

galité, et qu'il eût par conséquent à faire éloigner les deux vaisseaux de ligne qui rendaient son escadre supérieure à la nôtre.

Il y a trois jours, les deux vaisseaux, l'*Edimburgh* et le *Cornwallis* sont partis. Il s'est trouvé alors que la venue de l'escadre anglaise a produit un effet tout opposé à celui qu'on avait pu supposer d'abord. Par le pas rétrograde des Anglais, on a dit plus que tous les discours et que toutes les protestations. Il est demeuré évident que l'Angleterre, soit bonne volonté, soit nécessité, n'aura pas d'autre rôle qu'une médiation officieuse. Sans connaître ce qui s'est passé de plus intime entre l'amiral et l'envoyé anglais, ce qui précède indique assez sous quelles conditions l'amiral a accepté les offres de service de M. Pakenham.

Voici un fait qui vient de se passer et qui n'est pas moins significatif.

Nous sommes mouillés avec une partie de l'escadre sur la rade d'Anton Lizardo. Il y a près de nous, sur cette rade, trois corvettes anglaises; les autres navires du commodore Douglas sont avec lui à Sacrificios.

Malgré l'état de guerre, l'amiral a permis aux navires étrangers de communiquer avec la côte, et de s'y pourvoir d'eau et de vivres frais. Les Anglais des corvettes envoient chaque matin des canots prendre ces provisions à la plage d'Anton-Lizardo, où il se forme un marché pendant quelques heures.

Cette tolérance les avait mis en goût, et ils ont essayé d'aller plus loin. Hier matin, par un beau temps et une mer calme, on a remarqué du bord du brig le *Voltigeur*, un canot de physionomie suspecte, se dirigeant au large, en compagnie d'un canot anglais. Le capitaine du *Voltigeur* a envoyé courir après : le *midshipman* de l'embarcation anglaise se voyant poursuivi, a cru éviter toute explication en transportant le pavillon anglais de son canot sur celui des Mexicains (tels étaient ceux qui l'accompagnaient). On n'en a pas tenu compte et le tout a été amené à bord de la *Néréide*.

Ici, ordre a été donné à l'imprudent *midshipman* d'enlever le pavillon dont il venait de couvrir si maladroitement une propriété ennemie; les Mexicains ont été retenus à bord avec leur bateau, qui du reste, n'est qu'un misérable bateau de pêche, et le *midshipman* anglais a été

renvoyé, avec apostille, à la corvette la *Modeste*, à laquelle il appartient.

Bientôt après, l'amiral a expédié au commodore Douglas, une note pour l'informer de ce qui venait de se passer et lui signifier : qu'il ne peut autoriser qui que ce soit, à couvrir d'un pavillon étranger des propriétés ou des individus appartenant à une nation en guerre avec la France.

Ce matin, le commodore a répondu : qu'il partage entièrement la manière de voir de l'amiral; qu'il blâme l'inconvenance de la conduite du *midshipman*, et qu'il donne des ordres pour que rien de semblable ne se renouvelle à l'avenir.

Voici donc la médiation anglaise sur un bon pied : je suis certain qu'elle y restera, et qu'il y a quelqu'un ici qui ne la laissera jamais sortir des termes d'une parfaite convenance.

Certes, on aurait pu rejeter tout-à-fait les offres de M. Pakenham, comme on avait refusé, avant l'expédition, les propositions de la Grande-Bretagne. Mais les circonstances ont bien changé. Avant les premières opérations de la guerre, les Mexicains avaient fait d'une médiation étrangère, leur cheval de bataille. L'arbitrage du roi de Prusse, qui avait été le résultat de leurs différends avec les Etats-Unis, les avaient mis en goût, et c'est sous cette même forme d'arbitrage qu'ils présentaient leur proposition de médiation étrangère. Or, à cette époque, la France ne pouvait admettre de tiers dans sa discussion avec le Mexique. Cette condescendance de sa part pouvait paraître ou un acte de faiblesse et d'impuissance; ou bien une reconnaissance tacite qu'elle n'était pas assurée de la justice de ses réclamations.

Tandis qu'aujourd'hui, après que nous en sommes venus aux coups, après que nous avons donné une preuve de force; quand Saint-Jean d'Ulúa est à nous, que la Vera-Cruz est désarmée et sans défense, et que nous avons un pied dans le Mexique; aujourd'hui que nous avons maintenu et consacré notre droit de venger les insultes faites à nos compatriotes et d'en exiger par la force la réparation que nous n'avons pu obtenir par la persuasion;

Quand nous avons en main des gages qui permettent de ne plus se

départir des demandes pécuniaires faites pour réparations des injustices et des violences commises envers les Français ;

Quand la puissance dont nous acceptons les bons offices vient, non plus s'établir entre le Mexique et nous, ce qui est inadmissible, mais seulement essayer de renouer les négociations en portant les paroles de l'un à l'autre ;

Alors la position n'est plus la même. Repousser cette voix conciliatrice ce serait montrer dans la victoire la susceptibilité qui est permise, peut-être, à une nation faible, mais qui serait ridicule de la part de la France. Ce serait sortir de cette voie de modération et de générosité, suivie jusqu'à présent avec tant de constance. Ce serait enfin repousser le seul moyen qui reste peut-être d'arriver au dénouement sans en venir à des extrémités qui devraient entraîner la France dans les frais d'une grande expédition militaire.

NOTE III.

LES FÉDÉRALISTES.

Anton-Lizardo, 20 janvier.

Le Mexique est gouverné par deux puissances, ou comme l'ont dit énergiquement les Texiens dans leur déclaration d'indépendance, il gémit sous le joug combiné *of the sword and priesthood*, de l'armée et de l'église, ou plus fidèlement du *sabre* et du *froc*.

Le parti de l'église, renforcé des anciens Espagnols, et à qui on a donné le nom de parti *clérico-espagnol*, a de l'unité dans ses desseins et un but bien connu. Il vise à l'établissement d'une monarchie plus ou moins constitutionnelle, plutôt moins que plus. Il y va par tous les moyens.

Le parti militaire est toujours divisé entre plusieurs chefs et suit des routes différentes. Depuis la proclamation de la constitution centrale, il a deux bannières : l'une est celle de la constitution actuelle ; l'autre celle de la constitution antérieure ou fédérale. Derrière la première sont réunis tous ceux qui ont part au pouvoir ou qui espèrent y arriver. Ils sont plus ou moins vendus au parti prêtre qui soutient la constitution actuelle, faute de mieux.

Sous l'autre bannière sont venus se placer tous les mécontents, et, aussi, quelques esprits plus avancés qui espèrent régénérer la nation et faire progresser les idées. Ils proclament des principes fort libéraux, redemandent la fédération des divers Etats et leur indépendance relative, tel que cela était établi sous le régime de la constitution de 1824, en y ajoutant certaines améliorations dictées par les progrès de la civilisation, telle que la liberté des cultes, etc., etc.